



## Proposition de panel

### Titre de la proposition

L'urgence de l'austérité : quels effets sur les règles démocratiques en Amérique du Nord et en Europe?

### Texte de la proposition

Depuis ce qui fut dénommé « la crise financière de 2008 », l'austérité budgétaire a été implantée par les gouvernements de très nombreux États, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, comme une nouvelle politique publique normale et nécessaire. Cette crise financière a été marquée par l'intervention régulière des États dans le sauvetage de banques privées et/ou publiques en engageant des crédits publics considérables, ce qui eut un impact évident sur l'alourdissement des dettes souveraines. 4.600 milliards d'euros<sup>1</sup> d'octobre 2008 à septembre 2011 au sein de l'Union européenne : ce chiffre vertigineux correspond à 83 fois le budget annuel (base 2010) de la sécurité sociale belge, pour donner un ordre de grandeur plus accessible à tous. Aux États-Unis, si le plan officiel de sauvetage ne montre qu'une petite face visible de près de 400 milliards de dollars d'aide, des chiffres officiels mentionnent qu'une partie immergée de près de 8 trillions de dollars auraient été fournis aux banques privées par la Réserve fédérale. Pour le Centre canadien de politiques alternatives, entre octobre 2008 et juillet 2010, l'aide de l'État canadien aux banques a atteint 114 milliards de dollars<sup>2</sup>.

Quoi qu'il en soit, ces dépenses publiques extraordinaires semblent avoir plongé les États qui les ont pratiquées dans une situation paradoxale. Au lieu d'augmenter leur influence sur le système bancaire privé, en tant que créiteurs importants, afin de le réformer de fond en comble, ces États ont déployé une politique d'austérité qui réduit essentiellement leurs propres revenus et ressources ainsi que les rémunérations des travailleurs tant du secteur public que du secteur privé ou encore des demandeurs d'emploi.

Au sein de l'Union européenne, les mesures dites de gouvernance économique obligent dorénavant les États à réduire de façon telle leurs dépenses publiques annuelles que l'idée même de service public semble être à terme menacée. Le contrôle exercé sur les salaires perturbe de fond en comble les cultures sociales de négociation collective. Ceci vaut pour les 20 pays de l'UE en situation de déficit budgétaire (plus de 3% du PIB de déficit) et de façon encore plus marquée pour les 13 pays dont la dette souveraine dépasse 60% du PIB. Ces mesures anti-sociales sont imposées aux populations en refusant de tenir compte des manifestations de masse qui s'y opposent. Au Québec, si l'augmentation des droits de scolarité universitaires ayant mené au mouvement étudiant du printemps 2012 n'a pas été explicitement présentée comme faisant partie d'une politique d'austérité, elle répond pourtant aux mêmes « exigences » du crédo néo-libéral. Elle opère un transfert de plus depuis l'impôt sur le revenu et sur les entreprises vers le « citoyen-payeur » et contribue ainsi non seulement à l'aminicissement de la sphère publique mais aussi à la commercialisation de l'enseignement supérieur. Pendant ce temps là, pourtant, le gouvernement du Québec s'apprête à subventionner à coups de milliards de dollars l'industrie minière afin que celle-ci exploite un peu plus le grand Nord<sup>3</sup>. Au niveau fédéral canadien, les coupes drastiques dans la fonction publique se sont accompagnées d'une disparition *de facto* du droit de grève dans les entreprises de juridiction fédérale (privées comme publiques) sous prétexte de ne pas « perturber » la reprise économique.

Tout se passe comme si les États se mettaient dans une situation d'exception (un état d'urgence comme en temps de guerre) qui les autorisait à prendre des mesures qui en fait perturbe fortement l'ordre légal antérieur par la suspension ou l'abaissement de droits démocratiques fondamentaux (disparition de services

<sup>1</sup> BARROSO José Manuel, European renewal – State of the Union, Address 2011, Spee/11/607, European Parliament, Strasbourg, 28 September 2011, p.6.

<sup>2</sup> <http://www.policyalternatives.ca/newsroom/news-releases/d%C3%A9voilement-du-sauvetage-secret-des-banques-du-canada>

<sup>3</sup> <http://www.iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2012/04/Note-Plan-Nord-web-3.pdf>





publics, suspension de conventions collectives, restriction de droits civils et politiques, amputation sévère de droits salariaux,...).

Ces mesures extraordinaires sont-elles vouées à devenir ordinaires ? Est-ce à la naissance de nouveaux ordres légaux que nous assistons ? Et avec eux à la transformation profonde des États et de leurs politiques publiques ? Quelles répercussions précises ces mesures exceptionnelles ont-elles sur le fonctionnement démocratique ordinaire ainsi que sur ces acteurs ?

Ce panel appelle à la présentation de travaux de recherche qui examinent le déploiement de mesures d'austérité en Amérique du Nord (limitée au Canada et aux USA) ou au sein de l'Union européenne afin de pouvoir développer lors de la rencontre à Luxembourg une analyse comparative sur les éléments suivants :

-la rhétorique de la réforme : que recouvre la notion « d'austérité » ? se limite-elle à des réductions du budget de l'Etat est-elle dirigée aussi vers les salaires ou les traitements des fonctionnaires ? comment sa « nécessité » est-elle argumentée ? les réformes sont-elles présentées comme momentanées ou durables ?

- l'ampleur des mesures adoptées : se limitent-elles à une réforme de la fonction publique ? des mesures simultanées sont-elle prises dans le secteur privé ? combien de personnes sont-elles touchées et quelles sont leurs catégories sociales ?

-l'effet des mesures adoptées : quelles sont les procédures ou les droits démocratiques qui sont directement affectés par ces réformes tant dans leurs contenus qu'à travers le processus de leur adoption ?

